

Journal de Roubaix

DIRECTRICE-PROPRIÉTAIRE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

10 CENTIMES
LE NUMÉRO

Bureaux et Rédaction : ROUBAIX, Grande-Rue, 71
TOURCOING, 33, rue Carnot

Les Abonnés et les Abonnés nouveaux ont reçus
71 Grand-Rue, à ROUBAIX
et 47, rue Le Peletier, à PARIS

Nos TROUPES A STRASBOURG

L'ENTRÉE des troupes françaises A STRASBOURG

Une réception enthousiaste

Paris, 25 novembre. — Le maréchal Pétain, qu'accompagnait le général Castelnau, a fait, aujourd'hui, son entrée solennelle dans Strasbourg, à la tête des troupes du général Gouraud.

Depuis la première heure ce matin avaient afflué, de toutes les parties du pays, d'innombrables petits cortèges en costume alsacien, beaucoup portaient un drapeau français. C'est comme la migration d'un peuple, si énorme est la proportion de ces voyageurs venant s'ajouter aux habitants de Strasbourg : Saverne, notamment, où le militarisme allemand avait, comme on s'en souvient, sévi sur la population, avait fourni un très fort contingent au train d'Alsaciens venant pour acclamer les Français.

Les troupes ont été rassemblées pour le défilé près de la porte de Sehirmeck. Elles ont traversé la ville, passé sur la place Kléber, et défilé enfin devant le maréchal Pétain, sur la place Impériale, devenue place de la République.

C'est aux acclamations d'une population débordante d'enthousiasme et d'émotion que les régiments français ont défilé dans la grande cité alsacienne, magnifiquement parée aux couleurs françaises.

Les troupes étaient composées de zouaves, de tirailleurs, de différents régiments d'infanterie, de bataillons annamites, de l'artillerie de campagne, de l'artillerie lourde.

Après le défilé le maréchal Pétain se rendit à l'Hôtel de Ville où le Maire lui souhaita la bienvenue au nom des habitants de Strasbourg et de l'Alsace. Des chœurs chantèrent la « Marseillaise » dont le refrain fut repris avec un enthousiasme indescriptible par la population rassemblée rue Broglie.

Dans un long cri « Vive la France ! » inlassablement répété, tout un peuple exprime sa joie de retrouver sa patrie perdue et a affirmé au monde l'indéfectible attachement à la France.

Le maréchal Pétain en Alsace

Metz, 26 novembre. — Après une réception triomphale à Metz et Lorraine, le maréchal Pétain voulut porter à l'Alsace le salut de l'armée française. Arrivé par train spécial à Saverne, le maréchal fut reçu par le général Gérard et le chef d'état-major général Douchy. Il se dirigea vers Ingwiller, où le général Gouraud lui présenta la municipalité. Le baron Turckheim prononça un discours vibrant du plus ardent patriotisme.

A Niederbronn le général Nayral de Bourbon entouré de tous les notables et de la population souhaite la bienvenue au maréchal Pétain.

A Reichsgraben, le bataillon du 120^e d'infanterie et la musique rendent les honneurs. Le maréchal fut conduit à la maison d'école où le maire exprime la joie des habitants revenus à la France.

A Paffenhoffen, un chœur de jeunes filles et de jeunes gens chanta la « Marseillaise » qui fut reprise par les vieilles femmes.

A Buhweiler, l'accueil fut particulièrement touchant. Les frères et plusieurs parents du général Bolger furent présentés au maréchal.

Wilwhiselm, Hochdenhem, Brumath et Horat furent visités successivement au milieu de l'accueil enthousiaste des populations.

Dans le début de l'après-midi, le maréchal visita le maire de Saverne.

A Hérat, le maréchal, en présence du général de Matz, remit la croix de la Légion d'honneur au lieutenant Paille, du 106^e d'infanterie.

L'Exécution de l'Armistice

La réponse du maréchal Foch

D'après une dépêche de Berlin, le président de la commission d'armistice, à Spa, le major général von Winterfeld, a reçu du maréchal Foch « la réponse suivante à une série de demandes d'adoucissement de l'armistice, présentées du côté allemand » :

Il ne peut être donné aucune suite aux demandes contenues dans la lettre du major général en date du 21 novembre et relatives aux conditions militaires de l'armistice.

LA MISSION ALLEMANDE pour la Paix

Paris, 26 novembre. — La mission allemande qui doit venir prendre part aux négociations des préliminaires de paix sera logée, non à Paris, mais dans ses environs immédiats.

Une protestation du gouvernement bavarois contre les manifestes de Hindenburg

Bâle, 24 novembre. — M. Eisner, président du gouvernement bavarois, a élevé une protestation contre les récentes ma-

nifestations du maréchal Hindenburg qui, dit-il, sont de nature à troubler, de la façon la plus grave, les futures négociations de paix et qui constituent une immixtion malheureuse et déplacée de l'ancien feld-maréchal dans le domaine de la politique. Il n'est plus temps d'essayer de détourner sur l'étranger ennemi la haine amassée par le peuple allemand.

Les responsables de la Guerre

L'Allemagne démasquée par le rapport Lerchenfeld

Berne, 25 novembre. — Ce qui est intéressant dans le rapport Lerchenfeld, outre la révélation capitale de la connivence de Berlin avec Vienne dans l'affaire serbe, c'est la mention qui est faite des communications confidentielles entre le ministre bavarois et le conseiller d'ambassade allemand Stollberg à Vienne. Celui-ci avait discuté quelques jours auparavant avec l'Autriche la question du dédommagement de l'Italie par la cession du sud du Trentin.

Dans un rapport téléphonique de l'ambassadeur bavarois à Berlin, en date du 31 juillet 1914, on entendait l'ambassadeur exprimer sa confiance qu'il était hors de doute que les efforts oratoires de Grey pour agir en faveur du maintien de la paix ne suspendraient pas le cours des événements. Le même jour l'ambassade bavaroise téléphona à Munich le tableau suivant de l'opinion à Berlin :

Deux ultimatums sont actuellement en route : l'un à Petrograd, de 12 heures, l'autre à Paris, de 18 heures. A Petrograd, on demande le motif de la mobilisation ; à Paris, on pose la question de savoir si la France reste neutre. Des deux côtés, la réponse sera naturellement déclinatoire. Mobilisation au plus tard samedi 1^{er} août 1914 à minuit. L'état-major prussien attend la guerre avec la France avec grande confiance. Il compte pouvoir battre la France en quatre semaines. Dans l'armée française il ne règne pas un esprit sain. La France possède peu de canons et un fusil plus mauvais que le fusil allemand.

Dans un rapport du 4 août 1914, duquel il ressort que la Turquie s'était déjà engagée à se joindre à l'Allemagne et à mobiliser, il est dit au sujet de la Belgique :

L'Allemagne ne peut pas respecter la neutralité de la Belgique. Le chef de l'état-major général a déclaré que même la neutralité de l'Angleterre serait un prix trop élevé du respect de la neutralité belge, car une guerre offensive contre la France n'est possible que sur la ligne de la Belgique.

La Situation du Kaiser

Londres, 25 novembre. — La « Weekly Dispatch » dit que la semaine qui s'ouvre pourrait voir de nouveaux développements relativement à la situation du Kaiser.

« Les Alliés, dit-elle, n'ignorent pas ce qui se passe au château d'Amerongen, et ce qu'ils savent prouve que le Kaiser n'est pas encore un facteur négligeable dans les affaires de l'Allemagne. Certaines mesures pourraient ne pas être sans effet sur la situation. Le résultat sera probablement connu dans quelques jours. »

La Hongrie veut la paix immédiate

Bâle, 26 novembre. — Le gouvernement hongrois aurait demandé la prolongation de l'armistice jusqu'au 4 décembre et l'ouverture immédiate des pourparlers pour la paix.

Ludendorff serait malade

Bâle, 26 novembre. — On annonce que Ludendorff serait gravement malade.

LE PRÉSIDENT WILSON A PARIS

Paris, 26 novembre. — Pendant son séjour à Paris, le président Wilson habitera le bel hôtel qui occupe le n° 28 de la rue de Montceau, mise à sa disposition, sur la demande de l'ambassade des Etats-Unis, par la princesse Murat. D'ores et déjà, l'on s'occupe des installations particulières qui répondront aux goûts et aux habitudes personnels de l'hôte éminent que la France tout entière va fêter.

Une cérémonie américaine à Paris

Le Cardinal Mercier y assistera

Demain jeudi 28 novembre, le « Jour d'actions de grâces » américain sera célébré à Paris, par une manifestation religieuse imposante, à l'église de la Madeleine, sous la présidence du cardinal-archevêque de Paris.

Parmi les membres éminents du clergé français et des pays alliés qui assisteront à cette cérémonie, on cite les cardinaux Mercier, archevêque de Malines, et Luçon, archevêque de Reims, l'archevêque de Cambrai, les évêques d'Amiens, de Beauvais, de Châlons de Lille, de Meaux, de Soissons de Saint-Dié.

On espère aussi la présence de S. Em. le cardinal Bourne et celle du colonel Workman, chapelain catholique en chef de l'armée canadienne.

LE CAS DES PAYS-BAS

La Hollande prendrait-elle une attitude inamicale à l'égard des Alliés ?

En tout cas les services qu'elle rend à l'Allemagne et les atteintes qu'elle permet à sa neutralité ont déterminé l'Entente à lui faire de sérieuses représentations.

Le gouvernement des Pays-Bas, depuis quelque temps, a donné lieu à des plaintes sérieuses de la part des Alliés. Son attitude ambiguë au sujet du séjour de Guillaume II avait déjà déterminé des observations. Sur ce point, il n'a d'ailleurs pas encore fourni de réponse entièrement satisfaisante, et l'ex-empereur, qui n'est pas interné, use et abuse de la liberté que lui laisse la Hollande.

Ce n'est pas tout. Incroyablement tolérant pour Guillaume II, le gouvernement des Pays-Bas ne l'est pas moins pour la République allemande. Ce sont de véritables services qu'il lui a rendus, à plusieurs reprises, ces temps derniers, violant à la fois sa neutralité et les clauses de l'armistice, qu'il ne peut pourtant prétendre ignorer.

En premier lieu, la Hollande a permis à une notable fraction de l'armée allemande battant en retraite de traverser sa province du Limbourg. A ce sujet, M. van Kaarneck, ministre des Affaires étrangères de la Haye, a déclaré par l'intermédiaire de la légation de Paris que ce passage des troupes allemandes avait été connu des Alliés et accordé dans l'intérêt de la libération de la Belgique. Or, la vérité est que les Alliés ont été placés en face d'un fait accompli.

La Hollande a violé sciemment sa neutralité en facilitant la rentrée en Allemagne de troupes qu'on peut évaluer à 60.000 hommes, et peut-être davantage. C'est donc un service très net et considérable que la Hollande a rendu aux Allemands.

La violation de la neutralité n'est pas moins grave en ce qui concerne l'Escaut, soumis à un régime international onci particulier. Des torpilleurs allemands qui se trouvaient à Anvers et des remorqueurs qui naviguaient sur les voies fluviales belges ont passé dans les ports néerlandais. Si les torpilleurs, navires de guerre, ont été internés et désarmés, les remorqueurs ont été portés à toute vapeur vers l'Allemagne.

En permettant à ces bâtiments de s'échapper, le gouvernement des Pays-Bas a causé un dommage certain aux Alliés et servi les intérêts de l'Allemagne. Il y a là une violation de la neutralité d'autant plus choquante qu'en 1914 l'Entente a respecté scrupuleusement le régime de l'Escaut. La Hollande aura fait elle-même, par ses fautes, que la question de ce fleuve soit portée au Congrès de la paix.

Ces actes répréhensibles du gouvernement de La Haye (qui s'est fait, en outre, l'avocat de l'Allemagne, prétendant affamer, auprès du président Wilson) ont donné lieu à des protestations des diplomates de l'Entente. Nous sommes à la veille de nouvelles représentations qui succéderaient aux démarches précédentes auxquelles les faits que nous venons d'exposer, y compris le cas de Guillaume II, ont donné lieu.

La Liste des Maréchaux de France serait close

Paris, 26 novembre. — Contrairement à ce qui a été annoncé, le Gouvernement n'envisage aucune nouvelle nomination de général à la dignité de maréchal de France.

La Classe 1890 libérée

Paris, 25 novembre. — Le ministre de la Guerre a ordonné la libération de la classe 1890.

Le Ravitaillement des Régions Libérées

Les représentants des départements envahis se sont rendus hier chez le président du Conseil. Ils ont été présentés par MM. Ribot et Léon Bourgeois, qui ont exposé à M. Clémenceau les difficultés de ravitaillement et des moyens de communication dans ces régions. Ils ont demandé également la suppression de la zone des armées.

Après un long échange de vues, le président du Conseil, qui était entouré des ministres des Régions libérées, du Ravitaillement et des Munitions, a donné aux représentants des explications sur les difficultés de la situation présente et leur a promis formellement que des dispositions allaient être prises immédiatement pour donner aux populations qui ont déjà tant souffert les satisfactions nécessaires.

UNE EXÉCUTION CAPITALE A VERSAILLES

Versailles, 26 novembre. — Gualteque Guerrero y Guerrero qui, le 12 juin, étouffa une fillette de 7 ans, fut exécuté sans incident aux portes de la prison de St-Pierre.